

NOUVELLE SÉRIE — N° 57

15^e Année — 1^{er} Mai 1910



La Coopération des idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

Directeur : G. DEHERME

SOMMAIRE :

- G. DEHERME *Pouvoir spirituel et Dictature (Réponse à M. Georges Guy-Grand).*
PAR TOUS. *Revue des Opinions, des Faits et des Idées.*
G. DEHERME. *Les Livres qui font penser.*
-

Le Numéro : 0 fr. 25

PARIS

BERNARD GRASSET, ÉDITEUR

7, rue Corneille, 7

LA Coopération des Idées

Revue bi-mensuelle d'Éducation Sociale

ABONNEMENT : un an, France : 4 francs ; Etranger : 6 francs

*Adresser toutes les communications concernant
la Rédaction et l'Administration à*

M. DEHERME, Directeur, à LA SEYNE (Var)

A NOS ABONNÉS

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur **abonnement est terminé** sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de **refuser** au facteur le numéro qui suivra l'avertissement.

L'UNION COOPÉRATIVE

est un journal bi-mensuel, édité par le Comité central de l'*Union Coopérative des Sociétés françaises de Consommation*. Il contient des articles, des études, des monographies, des renseignements, etc., sur la Coopération en France et à l'Etranger. — **L'Union Coopérative** doit être lue par tous ceux qui s'intéressent à la Coopération.

Prix du numéro, 0 fr. 20 ; de l'abonnement annuel, 4 fr.

Etranger, 6 fr.

Les abonnements sont reçus : 1, Rue Christine. — PARIS

LE COURRIER DE LA PRESSE

Tél. 101-50

21, Boulevard Montmartre, — PARIS

Tél. 101-50

Directeur : A. GALLOIS

RÉPERTOIRE PARLEMENTAIRE

Relevé des Votes des Députés et Sénateurs et Nomenclature de leurs Travaux
D'après le Journal Officiel de la République française

Le Courrier de la Presse lit 6.000 journaux par jour



La Coopération des idées

Pouvoir spirituel et Dictature

Réponse à M. Georges Guy-Grand (1)

L'article des *Annales de la jeunesse laïque*, reproduit dans notre dernier numéro, est un document précieux sur l'état mental et moral de ce temps. L'auteur est un lettré intelligent, un citoyen sincère et généreux, un homme de bonne volonté. Tout ce qu'il nous dit est bien ce qu'il croit savoir, sentir, penser et vouloir. Retenons ce document. Examinons-le de près. C'est un témoignage émouvant. C'est une projection de l'âme sociale présente, et dans ce qu'elle a de meilleur. On la peut parer, cette âme : on ne la transforme point dans son fonds. Ici, elle est nue, et tout ce qu'elle peut être, à travers le philosophe de Sorbonne, le politicien, le journaliste, le paysan ou l'ouvrier socialiste des faubourgs. Ce qui apparaît le plus nettement, c'est que cette âme ne sait où s'appuyer, ni comment et vers quoi aller. Elle est sans base, sans guide et sans but. Car, enfin, la Liberté abstraite — qui n'est que vagabondage — n'est pas une base, la Vérité abstraite — qui n'est que l'absolu dans le vide — n'est pas une direction, et la Justice

(1) Voir le précédent numéro.

abstraite — qui se résume dans la subordination de l'intérêt général aux désirs particuliers — n'est pas un but. Ce ne sont que des mots au service des instincts, des paresse et des caprices, et qui masquent un effrayant recul vers la barbarie. De là cette garulité qui nous étourdit et nous rend de plus en plus inaptes à tenir compte des réalités sociales. Et les groupes organiques se dissolvent, les cellules défensives se débilitent, le gorille « lubrique et féroce » réapparaît à la lumière, dans nos villes, enfin la multitude asiatique s'arme silencieusement. La civilisation occidentale, la société française surtout, est comme dans une automobile conduite par un chauffeur ivre et qui descend les flancs escarpés d'une montagne, entre des précipices, à la quatrième vitesse. La catastrophe est d'autant plus certaine qu'on s'est acharné, au départ, à dérégler tous les freins.

Qu'on juge cette situation plus ou moins tragique, et quelque optimisme qu'on affiche, à moins d'être un des bas profiteurs de ce désastre ou une brute stupide qui convoite les épaves, on ne saurait contester qu'elle est inquiétante. On peut ergoter sur des détails ou sur les causes, dans son ensemble le fait s'impose. Le danger est certain, il est imminent. Des ministres mêmes, comme M. Barthou, conviennent que la société est gangrenée. Que faire? Les miracles ne sont plus de notre siècle. La révolution sociale est un mythe, et, contrairement à ce que pense Georges Sorel, un mythe stupéfiant, qui abêtit et qui avachit le prolétariat. Quant à la revision de la Constitution, elle n'est plus proposée que par quelques vieux farceurs de la politiquerie. Nous sommes entre gens sérieux. Je le demande donc à M. Georges Guy-Grand : est-ce dans l'indécision, la dispersion, le brouillard qu'on ras-

semblera les forces défensives de la nation et qu'on ranimera les éléments de reconstitution sociale ? Il y faut donc une doctrine qui rallie et relie, et un gouvernement qui maintienne, contienne et propulse.

Bonald a écrit : « Le peuple se gouverne par des exemples plutôt que par des lois et par des influences plutôt que par des sanctions. » Le gouvernement matériel ne suffit point à une civilisation dont la complexité exige la souplesse des moindres rouages. Il commande les actes. Mais il ne sera obéi, avec le minimum de coercition, que si le gouvernement spirituel prépare les volontés à consentir. Et pour cela, pour éclairer et diriger l'opinion publique, une doctrine est indispensable. J'entends une doctrine complète, c'est-à-dire une religion. Hormis le catholicisme, qui ne convient qu'aux croyants, et le positivisme, toutes les théories, plus ou moins spécieuses, qui divisent actuellement les esprits et les opposent, sont partielles, et donc partiales. La pensée, l'énergie et le sentiment ne s'harmonisent que dans une synthèse universelle, une religion. C'est la condition fondamentale de la santé physique, morale et sociale. L'inquiétude, la maladie, l'insécurité sont le prix du désordre où nous nous complaisons.

Que l'accord des hommes avec eux-mêmes, entre eux et avec le monde soit inébranlablement établi par la religion positive, comme par la religion catholique, nul ne s'élève là contre, j'imagine. On conteste seulement, avec M. Guy-Grand, que l'ordre soit indispensable au progrès. Il est évident, pourtant, que le véritable progrès ne peut être que le développement de l'ordre continu. Si l'on a accoutumé, en général, de considérer le changement, tout changement comme un progrès, le dévergondage comme une liberté, le

psittacisme, toute connaissance plus ou moins oiseuse comme du savoir et toute divagation comme de la pensée, c'est que, je le répète, le sens des réalités profondes est atrophié chez les âmes dissociées.

*
*
*

Par une grossière erreur historique, M. Guy-Grand nous montre assez qu'il n'a pas une idée claire, exacte, de ce qu'est vraiment un pouvoir spirituel. « Réaction normale de l'intelligence et du sentiment sur la force », avait dit A. Comte. Pour M. Guy-Grand, ce sont les abus de l'Inquisition qui le caractérisent. Quant à la séparation des deux pouvoirs, ajoute-t-il, « c'est la méthode de l'Église catholique depuis qu'elle est devenue sage, c'est-à-dire depuis qu'elle a perdu tout espoir de mettre la main sur le pouvoir temporel ».

C'est, au contraire, quand elle s'est affaiblie, quand elle n'a plus fait confiance au principe positif qui l'avait élevée si haut, que l'Église s'est efforcée de pénétrer le temporel et de l'employer à ses fins. Elle n'y réussit que trop bien. Cela aboutit au Concordat. Heureusement, les persécutions et les spoliations vont la ranimer. Les ignobles haines des gens du bloc leur ont fait commettre une imprudence. Ils ont suscité une force sociale, c'est-à-dire un pouvoir spirituel dégagé, qui leur causera quelque embarras ; car leur basse tyrannie, nous le savons assez, n'est assurée que par la dissolution générale des forces sociales. Les évêques se sont déjà fait entendre. Le milliard des congrégations restera dans la gorge des voleurs et les étouffera.

Ce serait là notre grand espoir, si tous les Français pouvaient revenir à la foi théologique. Quoi qu'il en soit, la France ne se soutient plus que par le catholi-

cisme, c'est-à-dire par l'influence spirituelle de l'Église qui conserve encore un reste d'opinion publique organisée. Tous les coups portés à l'Église, c'est donc en réalité la France qui les reçoit. Si « libre » que se prétende un « libre penseur », il a encore le souci de ne pas être trop méprisé par le « calotin ». Le protestant même lui doit de surveiller sa « raison » et sa « conscience ». L'Église, c'est le seul frein qui subsiste encore, — non seulement aux actes, mais aussi aux sentiments et aux pensées. De même, au point de vue temporel, ce sont les gouvernements monarchiques étrangers qui enrayent le plein épanouissement de notre parlementarisme, c'est-à-dire la dernière curée et la fin de tout. Le positivisme, il faut bien en convenir, n'est encore qu'une magnifique promesse, — et qui ne se réalisera pas si la France est définitivement livrée aux fauves que l'ombre protectrice de la croix intimide encore.



M. Guy-Grand reprend pour son compte l'assertion extrêmement audacieuse de M. H.-L. Follin qu'une société se peut gouverner sans gouvernement, c'est-à-dire que l'organe n'est pas nécessaire à la fonction. Mais ce n'est là qu'une manière de se tirer d'affaire sur laquelle il serait dur d'insister. Passons. Les Académies lui paraissent, avec M. L. Arréat, ce qu'on peut souhaiter de mieux pour former un pouvoir spirituel. Mais « livrés à eux-mêmes, dit-il, comment ces corps constitués, dont les membres ne s'entendent pas entre eux, pourraient-ils agir sur l'opinion ? » Est-il besoin de le rappeler ? Auguste Comte jugeait sévèrement les Académies pour leur stérile érudition, leur

dilettantisme littéraire, leur spécialisme, leur mandarinisme, etc...« Le pouvoir spirituel devant régulariser tous les autres, écrivait-il, il peut moins qu'aucun d'eux, surgir par décret, et doit, comme toutes les grandes choses, avoir un début inaperçu. »

Il y a aussi les journaux et les partis. Hélas ! ce sont les corrupteurs et les exploiters de l'opinion publique. Bénéficiaires du désordre, ils ne peuvent que l'aviver de toutes façons. Attendre d'eux qu'ils soient des éducateurs et des guides, c'est attendre des fabricants d'absinthe et de trois-six qu'ils combattent l'alcoolisme.

Certes, le journal à fort tirage est devenu un puissant moyen d'action sur le populaire, les mœurs, le gouvernement. On sait de reste à quoi il sert. Mais ce qui est fait pour le mal pourrait être mis au service du bien. Les honnêtes gens ne sont pas tous des imbéciles. M. Georges Guy-Grand cite quelques journaux de partis, désintéressés et sans grande portée, et il ajoute que ces journaux ne font que participer au gâchis général. Il a bien raison. Et d'abord parce que ces journaux ne sont pas des forces, parce qu'ils n'ont point de doctrine. Ils s'adressent à une clientèle de partisans, et non à l'ensemble des Français. Ils se proposent de passionner, et non d'instruire ; de conquérir, et non de construire. Ils visent à quelques modifications politiques et économiques, plus ou moins justifiées, non à reconstituer la société française. Ce qu'un positiviste peut entreprendre est tout autre chose. C'est un journal d'informations qui avertirait et contrôlerait, d'éducation qui redresserait et élèverait, de direction qui dénoncerait et blâmerait les dirigeants incapables ou indignes. Non pour satisfaire un parti, on l'entend bien, mais pour consolider et

améliorer l'ordre social. Ce journal devrait avoir et aurait aussitôt, s'il était vraiment ce qu'il doit être, un tirage égal, sinon supérieur, au plus répandu des journaux de Paris. Par là, s'il ne peut être une « affaire », s'il est même onéreux, il serait une force réelle et exercerait une espèce de dictature spirituelle dont la tâche principale serait de préparer, de rendre possible en la contenant, la dictature temporelle qui nous libérera de l'ignominieuse tyrannie parlementaire. Si les hommes de parti pouvaient être instruits par l'expérience, la récente déception de M. Charles Maurras et de ses amis eût convaincu l'ardente phalange de *l'Action française* que cette marche est bien la plus sûre, et donc la plus rapide. Avec leur « politique d'abord », ils font de leur prétendant un candidat, qui doit promettre, se compromettre, et surtout s'engager avec les puissances actuelles, c'est-à-dire la ploutocratie.

Certes, un sacerdoce positif organisé serait bien préférable ; mais nous n'en sommes pas là. Il faut aller au plus pressé. Dans notre chaos de Babel, je ne sais pas de procédé plus efficace pour réorganiser l'opinion publique. La simple prédication n'est pas suffisante. L'appel au bon sens restera sans écho. Il faut y forcer, dans le spirituel comme dans le temporel, — et par des applications constantes.

Le Palais du peuple, qui ne paraît pas d'une nécessité si pressante, devrait être, de même, une force sociale agissant d'une manière dictatoriale, — entendons une Confédération générale du travail intelligente, sachant ce qu'elle veut, ce qu'elle peut, et où il faut aller, — non pour détruire, mais pour construire.

M. Georges Guy Grand pense qu'une telle entre-

prise est trop désintéressée. « Voilà une discipline surhumaine, dit-il, qui n'est pas susceptible d'amener beaucoup d'adeptes à la politique positiviste, mais qui ne lui amènera que des recrues de choix, une véritable élite. » C'est bien ce qu'on veut pour agir. Le positivisme n'est pas une aventure électorale, le nombre de ses adeptes importe moins que leur valeur. Il ne s'agit pas de prosélytisme mais, de reconstruire un ordre vivant. Personnellement, j'ai gardé du maître qui émerveilla mon adolescence, Proudhon, l'horreur du prosélytisme. C'est l'esprit du positivisme, sa discipline, dont il faut animer les hommes et vivifier les institutions. Présentement surtout, la quantité des adeptes plus ou moins intelligents importe bien moins que les réalisations. Nous avons d'abord à susciter un pouvoir spirituel positif ; car son absence totale est une terrible menace pour la civilisation. La qualité en sera rare, en effet. Une abnégation quasi absolue, comme A. Comte, Pierre Laffitte, Audiffrent nous en ont donné l'exemple, est indispensable. Elle est facile, d'ailleurs, au vrai positiviste. Un tel office exige encore plus les dons du cœur que ceux de l'esprit.

M. Guy-Grand fait observer que ce désintéressement de toute puissance matérielle « fera joliment l'affaire du temporel ». C'est méconnaître la puissance propre du pouvoir spirituel. Ce qu'il y a de désastreux dans le suffrage universel, par exemple, c'est qu'il « intéresse » chaque citoyen bien plus à la possession du pouvoir qu'à son sage exercice, et même les prétendants. Toutes les énergies se gaspillent pour et dans les élections. La bande radicale-socialiste joue sur le velours : elle dispose de tous les moyens de pression et de corruption, et donc des urnes. L'op-

position qui accepte ce jeu, réglé et truqué d'avance comme un match de lutteurs de foire, est le meilleur appui du bloc. Si elle n'existait point, les préfets l'inventeraient. Mais s'il y a les politiciens et les journalistes qui en vivent, il y a encore beaucoup de Français qui en pâtissent, et peut-être ne sont-ils pas tous hébétés. Ceux-ci, on pourrait les convaincre qu'ils se défendraient mieux sur un terrain moins favorable à leurs exploiters. Voici un exemple : la courageuse condamnation des manuels scolaires par les individus sans mandat que sont devenus les évêques a plus fait pour la liberté de l'enseignement que toutes les interpellations des députés et des sénateurs de la droite. Nos maîtres actuels ne sont forts que de notre faiblesse et de notre stupidité devant leurs ruses. La moindre force sociale les fait trembler, et ils ne résistent à aucune influence. La ploutocratie se soucie peu des élections, et c'est elle qui commande en fait. La sociocratie pourrait autant, plus encore, si elle se formait enfin. Un Briand suit le sort qu'on lui fait. Et la plupart des parlementaires sont aussi souples. Ils ne saccagent le pays que parce que la maison est ouverte et sans gardien. Avec un bon fouet et quelques os, on les materait et on les dresserait congrûment.

*
*
*

M. Georges Guy-Grand nous parle des « multiples pouvoirs spirituels » qu'exercent les penseurs, les orateurs et les écrivains. Ici, l'erreur s'aggrave encore. Qu'il relise donc *Les Majorats littéraires, L'Avenir de l'intelligence...* L'écrivain n'est plus dirigeant, il est dirigé. Il se prostitue peu ou prou. La propriété littéraire est la lourde chaîne que la ploutocratie lui a

forgée, et il l'aime d'être dorée. On n'obtient le succès présent — qui est la richesse et les honneurs — qu'en flattant les préjugés et les vices. Les probes écrivains, les éducateurs sont submergés sous la production des amuseurs ordinaires de la foule. Il n'y a plus de critique indépendante pour les signaler au public. Dans la presse, tout se paye, la bibliographie comme les souscriptions philanthropiques. Le livre est affaire d'argent, comme l'œuvre d'art. De braves gens font appel au juge pour réprimer la pornographie. Quelle candeur ! La propriété littéraire pousse à la pornographie, et le parlementarisme ne s'y peut opposer. Le juge n'est plus qu'un agent politique, parce qu'il dépend du temporel. Et cette confusion des fonctions explique l'impuissance judiciaire que décèle une affaire Steinheil. Sans pouvoir spirituel, il ne saurait y avoir de justice, parce qu'il n'y a pas de justice si le magistrat est asservi au temporel.

Les soi-disant « pouvoirs spirituels éparpillés » ne sont pas en fait des pouvoirs, parce qu'ils ne sont pas des forces prédominantes. Au lieu d'être au-dessus pour conseiller, consacrer et régler, ils sont subalternisés pour servir tous les abus.

Les opinions sont multiples, divergentes. Laquelle prévaudra, demande M. Guy-Grand ? Je ne connais que deux doctrines susceptibles d'inspirer un pouvoir spirituel : le positivisme et le catholicisme. Dans l'humanité, socialement, elles convergent. Elles ne se séparent qu'au delà, et dans la pratique politique cela importe peu. Leur sociologie ne saurait donc différer, non plus que leur mathématique. Leur morale non plus. En ce qui concerne la terre, les prescriptions de Dieu sont positives. Dieu n'a rien voulu contre la nature de l'homme et du monde.

Comme l'écrivait un certain Père jésuite : « Dieu n'a pas créé la morale pour que nous devenions fous ». De même le grand saint Ignace de Loyola disait : « Priez Dieu comme si vous ne comptiez pas sur vous, travaillez comme si vous ne comptiez pas sur Dieu. »

Les conditions de l'ordre comme les conditions de la vie sont donc les mêmes pour le catholicisme et pour le positivisme. Ce sont les deux seules doctrines qui subordonnent en tout la personnalité à la socialité.

Mon contradicteur n'accepte point la loi des trois états, et donc que le positif soit définitif. Que voit-il au delà du positif ? Y a-t-il une connaissance, une pensée humaine qui ait dépassé cet état ? Peut-on même en concevoir un autre, après ?

Il répugne au dogmatisme. N'est-ce pas un dogme que d'affirmer la réalité du sujet et de l'objet ? Pas de pensée, pas de sentiment, pas d'action, pas d'existence sans dogme. C'est le fondement même de la positivité. On ne construit rien de durable sans assise. Le pyrrhonisme absolu est impossible. En tout cas, ce ne peut être une pensée. Ses tenants les plus logiques ne se rencontrent que dans les asiles d'aliénés. La négation nihiliste est moins insensée ; mais elle aussi repose sur des dogmes. Alors ? Rien de plus sûr que cet axiome : « le dogmatisme est l'état normal de l'intelligence humaine ». Acceptons donc les dogmes qui permettent le plus grand développement de vie harmonieuse. Les dogmes positifs ont pour eux encore d'être relatifs.

D'ailleurs, on reste « libre » de déraisonner. Le pouvoir spirituel ne disposera d'aucun moyen matériel pour s'y opposer, puisqu'il n'est et ne peut être

que « la réaction normale de l'intelligence et du sentiment sur la force ». Seulement, l'opinion publique, convenablement réorganisée, dégagera une atmosphère saine, calme et sensée, où les extravagances du cœur, des bras et de la tête ne pourront se propager. Cela suffira, pour l'hygiène mentale et morale. Les aberrations ne seront pas encouragées par la lâcheté et la niaiserie, et elles se dissimuleront.

On me fait souvenir que j'ai dit : « Il est facile de traiter d'insanes et de déments ceux qui ne sont pas de notre avis : il l'est moins de leur montrer qu'ils le sont. » Qu'est-ce donc que déraisonner, me demande-t-on ? Un positiviste peut répondre : c'est refuser de se soumettre aux réalités constantes, aux conditions de la santé, de la raison et de l'ordre. Le vol, l'assassinat, l'amour libre, le féminisme, pour reprendre les exemples cités, ne sont pas seulement condamnables pour un esprit sensé parce qu'ils outragent les mœurs et heurtent les opinions du jour. Les mœurs et les opinions se peuvent modifier. On les condamne parce qu'ils comportent des conséquences destructives dont les « relations invariables », auxquelles sont soumis tous les phénomènes sociaux, nous avertissent. Voyez le mariage. Pour tout Occidental clairvoyant, il n'y a pas de doute que le mariage indissoluble, tel que l'a institué l'Église, est la condition d'existence de la famille, comme la famille est l'élément organique de la société civilisée. A. Comte avait prévu les suites fâcheuses du divorce, et qu'il nous mènerait rapidement à l'amour libre, c'est-à-dire à la dissolution de la famille, à l'esclavage économique de la femme, obligée au travail et à la prostitution, à l'enfant apache, — et au reste qui va venir. Les dogmes ont leur utilité.

..

M. Guy-Grand m'objecte encore : « Mais si on est assez mauvaise tête pour ne pas se laisser persuader ? L'Église d'autrefois avait une réponse toute prête : le recours au bras séculier ; mais le positivisme s'interdit cette réponse. Alors on ne voit plus. » Sans la lumière d'une synthèse suffisante, on voit toujours mal. L'Église n'a eu recours au bras séculier que lorsque déjà elle s'affaiblissait, — et de par son principe théologique, absolu, elle devait inéluctablement s'affaiblir. Elle fut à l'apogée au moyen âge, alors qu'elle n'était qu'une puissance spirituelle, aussi distincte qu'il était possible de la puissance temporelle qu'elle dominait.

Si le pouvoir spirituel est faible, me dit-on, le temporel n'en tiendra pas de compte ; s'il est fort, il absorbera le temporel. Un vrai pouvoir spirituel domine toujours le temporel, puisque c'est lui qui le conseille, le consacre et le règle ; mais s'il se confond avec, il se diminue et se perd.

Il paraît téméraire de fonder tant d'espoirs sur la puissance morale en un temps où celle de l'argent est sans limite. Oui ; mais celle-ci tue et celle-là ranime. C'est aussi un dogme nécessaire aux Français que de croire à la pérennité glorieuse de la société française. Et puis, M. Guy-Grand en convient lui-même : « La force morale est la force véritable. » Il veut dire : la puissance d'ordre qui fait converger les forces et les rend fécondes. Il écrit encore : « Pour cynique ou blasé que soit un homme politique, il se défend toujours de laisser après lui une trop forte réputation d'illuminisme. » Le politicien, cette brute vorace, n'est donc pas complètement insensible aux réactions de l'opi-

nion publique. Le chantage serait une industrie moins prospère s'il en était autrement.

Néanmoins, M. Guy-Grand ne peut admettre que le pouvoir spirituel deviendra d'autant plus puissant qu'il sera plus détaché de tout temporel. Il se préoccupe des sanctions. Le positivisme n'aura pas l'ostracisme ni l'épouvantable excommunication ; mais leur équivalent social, rigoureusement appliqué par le prolétariat organisé : le boycottage. Toutefois, il aura plutôt recours au blâme public, qui aura toute son efficacité, — l'hypocrite distinction bourgeoise entre la vie privée et la vie publique ayant été dénoncée, — quand chacun vivra au grand jour. Si cela paraît trop anodin aujourd'hui, c'est que l'étatisme jacobin, en paralysant toute la vie sociale, a aboli la plupart des réactions de l'opinion publique, qui ne se produisent plus que pour les choses équivoques ou ridicules, dont la politique se désintéresse : la mode féminine, par exemple, le ton mondain, tous les snobismes...

*
*
*

Notre pourfendeur confond aussi la division du travail social avec la spécialisation désordonnée : « Qu'un grand esprit, dit-il en parlant de Comte, à la fin du dix-neuvième siècle, ait soutenu sérieusement de pareilles rêveries ; qu'il ait cru possible d'établir, à la mode de Cousin et de Platon, des cloisons étanches dans l'âme et dans la société, c'est un de ces faits qui ne laissent pas d'attirer l'étonnement, et qui ne sont pas précisément propres à fortifier le dogmatisme. » Ce qui surprend surtout, et avec raison, ce qui est vraiment peu propre à fortifier le parti pris de la négation, c'est une telle aisance à se méprendre et à

tout embrouiller. Dans le positivisme, tout est lié et relié, et l'indivisibilité de la nature humaine y est proclamée avec force. Si la pratique est nécessairement spéciale, la théorie doit être toujours générale. Chacun ayant sa tâche définie, il doit savoir comment cette tâche concourt à l'œuvre d'ensemble. Dans la confusion anarchique présente, au contraire, sans rien concevoir, chacun veut tout exécuter. Et c'est le vice capital que M. É. Faguet impute à la démocratie : le culte de l'incompétence. Le pouvoir spirituel a donc précisément pour destination spéciale d'éviter les graves inconvénients de la division du travail en remplaçant « constamment au point de vue général des esprits toujours disposés par eux-mêmes à la divergence » et en faisant « rentrer dans la ligne de l'intérêt commun des activités qui tendent toujours à s'en écarter ».

Il n'y a pas partage des facultés. La spécialisation des fonctions se détermine seulement par la prédominance des facultés. Mais le positivisme les cultive toutes, en chaque être humain, pour les harmoniser dans sa vaste synthèse. « Cloisons étranques dans l'âme et dans la société », dit M. Guy-Grand. A. Comte s'est borné à distinguer pour ne pas confondre et à limiter pour ne pas disperser.

Le pouvoir spirituel même n'est pas purement contemplatif. Il a son champ d'activité : la vie privée, le sacerdoce, l'art, l'éducation... Nul ne fut plus éloigné de l'intellectualisme pur que le fondateur de la religion de l'Humanité. Lisons-le : « La présomption scientifique dédaigne trop la raison empirique, dont les succès indiquent quelquefois, aux vrais philosophes, beaucoup plus de puissance mentale que la plupart des travaux théoriques. Une insuffisante ra-

tionnalité pousse même à redoubler les efforts intellectuels, en obligeant à induire péniblement ce qui pourrait être aisément déduit. Sans doute, les conceptions deviennent ainsi moins générales, et par suite moins cohérentes ; mais elles sont souvent plus réelles et plus utiles... Il importait d'autant plus de rectifier ici les aberrations académiques sur une division absolue entre la raison théorique et la raison pratique qu'une telle opinion empêcherait toute saine appréciation de la hiérarchie humaine. »

M. Guy-Grand nous dit : « L'humanisme rayonne comme une étoile au-dessus des spécialités. » Nul n'a rien dit de plus fort contre le spécialisme scientifique ou économique que Comte ; nul n'a voulu une Humanité plus *complète*.

* *

M. Guy-Grand prend son parti de « la fatalité de l'anarchie ». C'est reconnaître qu'en dehors du catholicisme et du positivisme, il n'est pas d'ordre français possible. Cette diversité philosophique est la vie, affirme-t-il. Soit. Tout est vie. Mais cela, c'est une vie inférieure qui dissout une vie supérieure. « Merveilleuse floraison du génie humain », ajoute-t-il. Floraison léthifère. Elle effrite, empoisonne, ruine : mais où sont ses monuments, ses œuvres, ses libertés, ses joies ?

Les hommes veulent être « complets ». Eh bien ! c'est parce que chaque individu poursuit la chimère d'être un tout, absolu, de rapporter le monde à sa parcelle éphémère que ce qui était grand et durable, la société humaine, s'écroule et se pulvérise, que la barbarie réapparaît, que le progrès n'est plus pos-

sible, et que l'individualité même se désagrège. Mais M. Guy-Grand se défend d'être contre la division du travail social. Qu'est-ce à dire, sinon qu'il admet des catégories, une organisation, une société continue ? Que devient alors l'homme en soi, l'homme « complet », cette creuse abstraction de la métaphysique révolutionnaire ?

Il va même plus loin dans le bon sens. Il me concède « qu'il faut conserver et cultiver la socialité, le sens de ce qui relie et de ce qui unit, parallèlement aux tendances qui portent de plus en plus à distinguer ». C'est bien là qu'on l'attend. Peut-il ne point voir que, pour s'y employer congrûment, il nous faut d'abord une assise, c'est-à-dire des dogmes ; une méthode, c'est-à-dire des règles ; une doctrine, c'est-à-dire un but ? C'est très bien d'invoquer, avec de Bonald, « les lois éternelles des sociétés ». Mais il faut, d'abord, ne pas les vouloir plier à ses fantaisies. Comment les faire respecter ? Voilà la question primordiale. De ces lois, « la merveilleuse floraison du génie humain », comme il qualifie somptueusement notre lamentable anarchie intellectuelle, n'a pas laissé grand'chose. Elles sont discutées, ridiculisées, niées avec succès, — et c'est d'une originalité profitable que de trouver les sophismes qui achèvent de les ruiner. Quoi qu'en dise Fournière, le vol et l'assassinat ont leurs apologistes. C'est Rodion Raskolnikof de *Crime et Châtiment*, Racadot et Mouche-frin des *Déracinés*. Lebiez et Barré, qui furent exécutés pour avoir joint la pratique darwinienne à la théorie, n'étaient pas plus « insanes ou déments » que les féministes.

De même que les anciens phalanstériens, avec leur niaise utopie du travail attrayant, supposaient que

tout mouvement quelconque et tout jeu étaient du travail, M. Guy-Grand considère toute influence intellectuel le comme un pouvoir spirituel. C'est méconnaître cette « grande loi éternelle des sociétés » comme des êtres vivants qu'il n'y a pas d'action sociale sans coordination et concours, et pas de fonction sans organe. « Tout pouvoir spirituel digne de ce nom s'efforce de répandre le sentiment du devoir. » Qu'est-ce que le devoir ? Un dogme. Comment reconnaître un dogme sans doctrine ? Tous les agrégés et les docteurs en philosophie, toute l'Université, tous les auteurs des gros in-8° de chez Alcan ne s'en tirent qu'avec des mots et du brouillard. Ces savants ignorent ce que sait le plus naïf des curés de campagne, et d'abord qu'ils ne savent rien.

Cependant que le criticisme métaphysique aboutit à cette misère, M. Guy-Grand prétend que « l'impuissance radicale du positivisme » provient de ce qu'il substitue la notion de devoir à celle de droit, au lieu de les concilier.

Le point de vue social, positif, qui est celui du devoir, ne saurait se concilier, ni théoriquement, ni pratiquement, avec le point de vue personnel, négatif, qui est celui du droit. Les devoirs sont le ciment social, les droits sont des éléments destructifs.

C'est parce que la démocratie n'est pas ce qu'elle dit être que la société résiste encore. C'est cette hypocrisie qui nous sauve. On a proclamé tous les droits ; mais en réalité il n'y a qu'une classe qui en use et en abuse. Au demeurant, les droits ne valent jamais que pour les forts, et depuis la Révolution, les torts sont

les riches. J'aurai à montrer un jour quelle monstrueuse duperie pour le prolétariat sont les « droits de l'homme ».

..

Si l'on peut attendre beaucoup de la vertu médiatrice de la nature, on ne saurait admettre pourtant que l'ordre social soit spontané. L'unité morale ne se fera pas d'elle-même. Toutes les grandes œuvres humaines ont été conçues par un cerveau, ordonnées par une volonté et exécutées par des bras. « La plateforme d'accord entre tous les penseurs est très solide, écrit M. Guy-Grand, mais étroite, elle s'élargira progressivement avec les progrès véritables de la science sociale. » Cet optimisme, évidemment, est une issue. Malheureusement, il n'est pas fondé. Il n'y a pas de vérité sociale qui lève d'elle-même. Il y a des vérités qu'il faut enfin coordonner. Depuis que Comte a créé la sociologie, les soi-disant penseurs n'ont pas cessé de divaguer, et de mieux en mieux. Tout les y incite d'ailleurs : les applaudissements, les rubans, les places et les prébendes. Il faut plus que de l'érudition ou des talents d'expression pour accorder les hommes. S'il y a vraiment progrès en ce sens, il est très lent, on en conviendra, et peu sûr. Or la société doit vivre, et dès maintenant.

Toute société est en somme un concours organisé des forces continues. Il y a eu des sociétés, il y en aura encore avant que la raison et la fin de toutes choses soient connues, — s'ils doivent l'être jamais. De là, la nécessité sociale des grandes synthèses subjectives que sont les religions.

Pour subordonner la personnalité à la socialité,

c'est-à-dire pour organiser le concours en garantissant le maximum d'indépendance, deux pouvoirs se sont constitués de tout temps : le temporel, par le commandement et la contrainte ; le spirituel, par la persuasion et la sympathie. Il n'y a jamais eu, il ne peut y avoir de société sans gouvernement.

M. Guy-Grand tient à la confusion des deux pouvoirs. C'est bien dans le sens de la rétrogradation jacobine. Mais il se trompe en disant que « le jacobinisme est éternel ». Une telle régression est morbide, et un état morbide ne peut perdurer : il faut guérir ou mourir.

C'est se moquer vraiment que de préconiser le jacobinisme au nom du progrès, de la liberté et de la démocratie.

Tout le progrès politique consiste à substituer l'autorité persuasive à l'autorité impérative, et donc d'abord à les séparer nettement. Le jacobinisme qui les confond est une rétrogradation sur le catholicisme qui les avait sagement distingués. Le progrès est ainsi dans le sens de la liberté. Il n'y a pire tyrannie que le jacobinisme, parce que c'est la tyrannie illimitée, sans responsabilité. Dans la théocratie, à laquelle le catholicisme avait mis fin, cette tyrannie était au moins contenue par la crainte d'un Être suprême et elle avait toujours quelque grandeur. On l'a dit : la pire des théocraties, c'est l'athéocratie.

*
**

J'entends bien que le jacobinisme proclame la souveraineté populaire et que le positivisme réclame la dictature. Dans son étude de la *Revue de métaphysique et de morale*, M. Guy-Grand soutient que le

principe essentiel de la démocratie est le suffrage universel. C'est une erreur historique et sociologique. Ce n'est pas par l'élection, par des votes platoniques, c'est par l'opinion, par l'exercice réel de ses volontés dans les groupes sociaux que vit la démocratie. Et c'est l'étatisme parlementaire, jacobin, qui supporte le moins l'action libre; c'est sous le régime du suffrage universel que l'opinion publique, a le moins de jeu. Le parlementarisme ne tiendrait contre aucune liberté positive. L'opinion publique est donc dispersée par les intérêts particuliers et antagoniques. Si elle parvient à se former, à l'occasion d'un événement extraordinaire, elle ne peut faire pression sur une masse d'élus irresponsables. Tout s'emploie à l'égarer et rien à l'éclairer. On lui fait croire, d'ailleurs, qu'elle s'est suffisamment exprimée, en une fois, sur tout, au moment des élections.

La dictature positive ne sera pas le césarisme, qui est une sorte de jacobinisme atténué. Elle garantira les libertés, — et d'abord parce qu'elle ne pourra rien contre les forces sociales, les libertés constituées dont elle émanera.

M. Guy-Grand me demande si j'imagine que « notre dictateur prendrait conseil d'un pouvoir spirituel quelconque » ? C'est contester encore, après l'avoir admis, que la force morale soit une force, que le pouvoir spirituel soit un pouvoir, — et c'est biffer les plus belles pages de l'histoire humaine. Quoi donc faisait courber la tête au « fier Sicambre » et se prosterner les orgueilleux empereurs devant l'image du doux supplicié du Golgotha ?...

Le pouvoir spirituel est le plus puissant des pouvoirs, et pour l'ordre, pour la liberté, pour le progrès.

G. DEHERME.

Revue des Opinions, des Faits et des Idées

LA MORT

Dure leçon de résignation positiviste.

C'était un être humain, et ce n'est plus qu'un amas inerte, froid, qui se décompose... Avec les années, la vie s'était peu à peu retirée, et l'âme. Et ce qu'il en restait chez l'octogénaire, il semblait que c'était moins que la mort. Mais devant ce *rien* définitif, angoissant, qu'est un cadavre, on éprouve combien cette existence valait encore, et quelle place elle tenait au cœur. On voudrait revenir vers l'heure passée à jamais, pour se pénétrer de tout ce qui s'exhalait hier de cette âme épuisée et diminuée.

Et puis, l'être subjectif se construit, et l'ombre des dernières années s'efface... Ce n'est pas le vieillard qu'on a perdu ; mais l'être qu'on aimait, qui fut de notre vie. C'est beaucoup de soi-même qui s'en va vers le cimetière, qui est jeté dans la fosse, qu'on recouvre de terre, qu'on ne reverra plus, — et c'est aussi un peu sur soi qu'on pleure...

POUR LES AVEUGLES

Un certain nombre de conférences des plus intéressantes viennent d'être données à Florence par d'éminents aveugles, M. Auguste Romagnoli, professeur de philosophie au lycée de Massa, et M. Pietro, Landriani, directeur de la revue mensuelle, *l'Amico dei ciechi* (l'Ami des aveugles).

Dans le numéro de *la Nazione* du 2 avril, que nous avons sous les yeux, nous trouvons l'analyse fort bien

faite des deux conférences de M. Landriani. Il a dit que les classes pauvres sont celles qui fournissent le plus grand nombre d'aveugles, à raison des soins imparfaits reçus par les enfants atteints de maux d'yeux ; qu'il ne faut pas qu'une excessive pitié envers ces infortunés contribue à leur détremper le caractère, à enrayer par l'isolement le développement de leur esprit et de leur cœur, car, sauf le sens de la vue qui leur manque, ce sont des créatures humaines comme les autres ; qu'en conséquence il serait utile de multiplier les jardins d'enfants, où de jeunes aveugles devraient pouvoir jouer avec des bambins jouissant de la vue. Il a déclaré indispensable une réforme complète des instituts d'aveugles, dont les ressources, parfois considérables, ne sont pas employées aussi utilement qu'il conviendrait. Il a exprimé le désir qu'on alimente l'intellect des aveugles de notions utiles et qu'on ouvre aussi à leur esprit des horizons d'idées, au lieu de les confiner presque exclusivement dans des occupations matérielles qui les dépriment et les isolent du groupe social.

PAR TOUS.

Les Livres qui font penser

Du Congrès de Nancy au Congrès de Nantes, par G. PERSIGOUT, 0 fr. 50 (Au siège de l'Amicale, 133, Cours Victor-Hugo, Bordeaux). — L'auteur est instituteur, et il s'adresse aux instituteurs. Il les adjure de s'élever eux-mêmes « afin d'être toujours plus dignes d'élever autrui ».

Voilà de sages conseils et qu'on est peu disposé à écouter dans les Congrès d'instituteurs. C'est dire qu'il faut quelque courage pour les donner.

M. G. Persigout se demande si l'école primaire peut élever des producteurs, si l'éducation d'État peut n'être pas une éducation de classe ? Comment ne voit-il point que la seule école qui ferait quelque bien serait celle qui préparerait la génération suivante à se passer de l'école. J'entends l'école publique. Les instituteurs et les professeurs auront beau galimatiaser sur la « connaissance psychologique de l'enfant », la « pédagogie expérimentale », la « pédotechnie » et la « pédologie », ils ne comprendront jamais l'enfant comme la mère. J'ajoute même que plus ils s'efforceront d'être des cuistres, moins ils le comprendront.

La seule éducatrice de l'enfant, jusqu'à douze et quatorze ans, c'est la mère ; la seule école féconde, c'est la famille.

L'école d'État, avec son mécanisme officiel, avec ses programmes, avec ses mots, atrophie ou déforme les sensibilités. Elle est donc contre-éducatrice. Elle ne peut être autre.

La véritable éducation ne saurait être que familiale d'abord, sociale ensuite. C'est une fonction spirituelle.

Nos jacobins l'ont attribuée au temporel. Ils en ont fait un monopole. Ce n'est qu'une des manifestations de l'anarchie, — qui est toujours la confusion des fonctions.

La Religion dans l'enseignement public, par LÉOPOLD ROSY (Weissenbruch, éd., 49, rue du Poinçon). — L'auteur a pris pour épigraphe cette pensée positive de Condorcet : « La puissance publique ne peut être juge de la vérité des religions. » C'est condamner l'enseignement d'État. Alors ? Sans doute, on invoque la neutralité ; mais la neutralité est une sottise ou une hypocrisie. Et cela ne convient pas plus à l'instruction qu'à l'éducation. Avertissons M. Léopold Rosy que Comte nous fournit là-dessus des lumières plus vives que les statistiques *pro domo sua* du parlementaire Maurice Faure.

La Séparation des écoles et de l'État, par PIERRE BIÉTRY, 3 fr. (Jouve, édit., 15, rue Racine). — M. Pierre Biétry, député, présente un projet de loi sur la séparation

des écoles et de l'État. Les positivistes aussi veulent cette séparation ; mais pour d'autres raisons, plus philosophiques, j'ose dire. Il n'y a qu'une manière, d'ailleurs, d'effectuer loyalement cette séparation, c'est de supprimer le budget de l'instruction publique, — et M. Pierre Biétry, homme d'un parti qui espère bien disposer un jour de ce budget, s'y oppose.

L'ouvrage contient une revue de la législation de l'enseignement depuis la première République utile à consulter, et aussi quelques renseignements sur l'état présent de cette législation en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en Suisse, en Italie et aux États-Unis.

Oscar Wilde, par ANDRÉ GIDE, 1 franc, avec une héliogravure (Au *Mercur de France*, 26, rue de Condé). — M. André Gide nous avertit que ce petit livre n'est ni une biographie, ni une étude des œuvres d'Oscar Wilde. Heureusement : l'homme fut un malheureux, et les œuvres sont médiocres.

Ce sont d'émouvants souvenirs.

Oscar Wilde fut une victime de la littérature. Il ne visait qu'à l'expression, à l'effet. Mais il paradait sur un sépulcre. Il ne vivait que pour le plaisir du moment, « pas le bonheur, précisait-il, le plaisir », et il se proclamait « roi de la vie ». Triste roi ! triste vie ! « Génial baladin », prononce André Gide. Oui, si un baladin peut être génial.

Ici, l'art d'André Gide nous intéresse, et non pas son héros. L'auteur a voulu, dit-il en terminant, « servir une triste et glorieuse mémoire, pour laquelle il est temps de cesser de n'avoir que mépris, indulgence insolente, ou pitié plus insultante encore que le mépris ». Il n'y a pourtant d'admirable ici que l'amitié courageuse d'André Gide.

Ascension, par CHARLES DE POMAIROLS, 3 fr. 50 (Plon-Nourrit, édit., 8, rue Garancière). — Ce roman est d'un poète méditatif qui n'a souci que de beauté, de pureté et de grandeur infinie. Ce n'est pas la vie, l'humanité, mais l'idéal qui les élève. Thérèse et Lucile sont au-dessus de la sainteté même. C'est bien au-dessus de la terre que commence leur ascension, Thérèse par la mort, Lucile par la prière.

Lucile devenue sœur Léonie se veut consacrer à l'éducation des petits, au soulagement des misérables ; mais l'ignoble haine anticléricale ne supporte point de telles clartés. Les congrégations sont dissoutes, et sœur Léonie doit s'exiler. C'est au Brésil, avec sa communauté, qu'elle ira porter la flamme de sa charité. Son père, Destève, la suit. Et dès son arrivée, il écrit à son ami Cadars : « Vous savez que le République a été établie au Brésil par des hommes de pensée, des esprits qu'avaient éclairés le rayonnement lointain des doctrines d'Auguste Comte et qui avaient appris à reconnaître la nécessité sociale de la religion ; en outre, la liberté constituait un droit absolu aux yeux de ces hommes, et ils auraient considéré comme un coupable abus du pouvoir d'empêcher ou de restreindre la naturelle expansion des diverses forces morales dans leur pays. Ces principes de justice et de raison continuent à inspirer la politique pratiquée au Brésil. C'est pour moi une confusion douloureuse de trouver chez un peuple étranger le beau spectacle de l'indépendance individuelle, de la dignité, du respect mutuel, de la concorde, et d'y montrer malgré moi la preuve certaine, la preuve trop évidente, que ma patrie est privée de ces biens... On serait tenté parfois de respirer à l'aise et longuement, ici, dans cette heureuse organisation sociale où l'on sent que personne n'est opprimé ; mais, pour moi, je m'en fais scrupule, en songeant à la pesanteur du joug subi en France, et, loin de me réjouir l'âme, le sentiment de liberté générale éprouvé ailleurs, en pays étranger, afflige mon cœur patriotique. »

Dans un autre passage, M. Charles de Pomairols nous dit pourquoi il met Auguste Comte bien au-dessus de Napoléon : « C'est qu'Auguste Comte pouvait comprendre Napoléon, tandis que Napoléon était incapable de comprendre un Auguste Comte ; c'est que, aussi, un esprit étendu embrasse un vaste ensemble d'êtres et de choses dont Napoléon, si forte qu'ait été sa carrière, n'est qu'une partie minime ; c'est que, encore, l'historien d'un grand homme d'action possède mieux la conscience de cet homme que cet homme lui-même ». Quoique ou parce que catholique, on sait que M. Charles de Pomairols, dans

sa jeunesse, a suivi l'enseignement positiviste. Ses premières poésies de *La Vie meilleure*, d'un si noble accent, sont tout inspirées de la religion de l'Humanité.

Destève, le mari de Thérèse et le père de Lucile, est professeur de l'Université. A son ami et collègue Cadars, il se plaint du rôle avilissant, absurde, auquel ils sont tenus : « Instruire de jeunes esprits arrachés à la foi inquiète de leurs parents et amenés devant nous comme des esclaves ! » Cadars lui répond : « Cette absurde situation me gêne plus que vous, mon cher Destève. Vous, vous possédez la foi chrétienne et vous n'avez pas besoin de veiller sur vos paroles pour éviter de blesser la conscience de ces jeunes gens qu'on oblige, malgré eux, à nous entendre. Pour moi, malheureusement, la religion n'enferme qu'une vérité intérieure et relative, tandis que son essence consiste en une réalité absolue, et je dois me garder de laisser transparaître ma manière de voir, dont la manifestation serait coupable dans l'état de choses qu'on a créé. Et par cela même, j'en suis réduit au rôle de presque toute l'Université, qui est un rôle infime : je peux distribuer l'instruction, je suis incapable de donner l'éducation... Il y faudrait d'ailleurs un système organisé qui me manque comme il manque à tous ceux dont la foi est évanouie j'entrevois un ensemble nouveau, mais que ces aperçus sont loin de pouvoir remplacer une religion élaborée à travers les siècles ! Les hommes qui par hasard nous gouvernent s'agitent de façon malfaisante dans les ténèbres de leur médiocrité : ils démolissent aveuglément l'abri où l'humanité se tenait, et ils ne pensent pas un instant à lui en construire un autre qui, pour mériter de remplacer l'ancien, devrait être au moins aussi sûr, aussi beau. Leur ignorance apparaît complète en toutes les choses de l'esprit ; non seulement ils ne savent pas l'importance immense de la religion, mais en outre, avec une naïveté d'esprits incultes, qui n'ont pas dépassé le premier degré de la connaissance, ils croient détenir la vérité (laquelle, grand Dieu ?) et bien agir en l'imposant par la force, comme si l'expérience répétée de l'histoire ne nous avait pas appris qu'il est temps d'en finir avec ces procédés simplement instinctifs et que la solution des conflits se

trouve dans la liberté, droit des consciences et sauvegarde des idées. »

Par la forme et la pensée, je le répète, ce roman est d'un poète. Il n'y faut chercher ni la précision, ni une psychologie soutenue, ni la réalité. C'est une harmonie des sentiments les plus délicats et des aspirations les plus pures que puisse rêver un poète.

C'est très beau, et c'est peut-être trop beau. M. Charles de Pomairols a idéalisé par addition. Son œuvre eût gagné beaucoup encore, je crois, s'il s'était borné à idéaliser par soustraction, comme le conseille Auguste Comte. Ainsi, il eût concilié l'idéal le plus haut avec l'Humanité de toujours. Les touchantes figures de pureté que son imagination a créées, Thérèse et Lucile, nous intéressent moins d'être si loin de nous. On leur souhaiterait une pureté moins absolue et plus de tendresse féminine. Jésus lui-même est humain.

Le Gouvernement de soi-même. 2^e série. L'obsession et le scrupule, par ANTONIN EYMIEU, 3 fr. 50. (Perrin, éditeur, 35, quai des Grands-Augustins.) — Que faut-il entendre par « scrupule » et « obsession » ? Le scrupule est « l'obsession s'appliquant à la conscience morale ». L'obsession avec angoisse est très douloureuse, et elle est de plus en plus fréquente. « Notre époque enfin y paraît plus sujette que les âges précédents. Si nous voyons, par les écrits des biographes, des auteurs ascétiques et des moralistes, que la maladie est ancienne, elle nous est présentée comme un phénomène accidentel ; tandis qu'elle est parmi nous extrêmement fréquente. » M. Pierre Janet, qui, en quelques années a pu observer 325 cas très graves, écrit : « Sous sa forme plus vulgaire, la maladie doit être énormément répandue ; c'est elle qui se dissimule le plus souvent dans ces cas innombrables que l'on baptise des noms bénins de nervosité, de neurasthénie. »

Cet ouvrage, divisé en quatre parties : l'idée obsédante, l'obsédé, la théorie de l'obsession, le traitement, est au courant des meilleurs et des plus récents travaux de MM. Pierre Janet, F. Raymond, A. Pitres et E. Régis. Il s'adresse, plus encore qu'aux curieux de psychologie mor-

bide, aux directeurs d'âmes, aux médecins, aux prédisposés à l'obsession, voire aux obsédés eux-mêmes.

Dans l'obsession, l'idée est complexe, elle s'épanouit dans une sorte de syllogisme, elle menace les tendances préférées en s'appuyant sur les « peut-être » les plus futiles. Si cette idée est folle, ce n'est que d'une folie lucide. La conscience est dissociée, elle n'est pas troublée comme dans l'hystérie, ni abolie comme dans la démence. L'idée obsédante est étrangère au vrai moi, où elle ne se maintient qu'en parasite ; mais elle est irrésistible en même temps que volontaire, permanente et surtout torturante. La malade s'épuise en vains efforts pour atteindre la certitude absolue ou la perfection plus que parfaite, et il en arrive à employer les procédés mécaniques les plus baroques, des expédients moraux qui n'ont qu'un rapport de convention personnelle, bizarre souvent, avec l'idée dont l'obsédé veut être sûr et le parti à prendre. L'aboulie plus ou moins accentuée en est la conséquence, et tous ces efforts contradictoires aboutissent à accroître le mal : l'impuissance de se décider et de conclure, les associations morbides. L'idée fixe va jusqu'à l'hallucination et l'impulsion aux actes redoutés paraît de plus en plus forte.

Quand il se dépeint lui-même, l'obsédé se caractérise par l'impuissance et l'inachèvement dans les idées : difficulté de la mise en train, mauvais fonctionnement, mauvais résultat. De même dans les actes : difficulté de la décision, mauvaise qualité de l'exécution, mécontentement devant le résultat. De même dans les sentiments : joie impossible, engourdissement, besoin d'excitation. Il y aurait chez ce psychasthénique profonde altération du moi. Mais, suivant M. A. Eymieu, les obsédés exagèrent beaucoup : « Leur vitalité n'est pas aussi atteinte qu'ils le disent et qu'ils le pensent ». On constate chez eux des insuffisances, mais non des tares organiques. Tous les sens, toutes les facultés sont en bon état. Le trouble n'est que fonctionnel. Les facultés sont intactes, mais elles fonctionnent mal, elles ne sont pas coordonnées. Ces insuffisances sont, au point de vue psychologique, celles de la volonté, d'adaptation à la réalité ; au point de vue psychologique, elles se résument dans les symptômes neurasthéniques,

la fréquence des maux de tête et des troubles digestifs. Enfin, s'il y a des obsédés occasionnels, la plupart sont des prédisposés, surtout par l'hérédité et l'éducation.

La théorie de l'obsession repose sur deux hypothèses : la tension psychologique et la hiérarchie psychologique. L'énergie vitale est une puissance d'unification. L'obsédé en manque. Il ne réalise donc point complètement son unité, à tout le moins celle de sa conscience. Son moi est dispersé. Il ne peut se prendre à quelque chose de précis, et donc se concentrer. Au sommet de la hiérarchie psychologique, M. P. Janet a placé l'adaptation à la réalité concrète. C'est cette adaptation qui disparaît d'abord chez celui dont la tension psychologique est inférieure à ses propres besoins. Au-dessous, viennent les opérations indifférentes à la réalité, puis le groupe des idées abstraites. « Les malades auxquels échappent les actes appartenant aux deux groupes supérieurs, sont encore capables de raisonner à perte de vue (sans atteindre la certitude) : c'est donc que, si les raisonnements peuvent occuper une place d'honneur à d'autres égards, ils se placent à un rang modeste quand il s'agit de la dépense de force qu'ils exigent, et quand d'ailleurs ils se réduisent à brasser des idées abstraites sans aboutir à une conclusion. » A un quatrième groupe appartiennent les émotions sans rapport avec la perception présente. « C'est ce qu'on appelle l'angoisse, la plus élémentaire des opérations mentales. » Enfin, tout au bas de cette échelle, viennent les *tics*, « d'abord ceux qui restent la caricature d'anciens mouvements jadis adaptés ; puis, plus bas, les agitations diffuses, ces mouvements incoordonnés qui se rapprochent des convulsions ».

Avec ces vues sur la maladie et le malade, le diagnostic bien établi, qui a distingué l'obsession de la tentation, de la folie, de la neurasthénie, de l'hystérie et de l'épilepsie, on peut entreprendre le traitement. « Une tension vitale trop faible pour la difficulté à vaincre : voilà le mal. Abaisser la difficulté ou relever la tension jusqu'à ce qu'elles soient de pair : tel sera donc le remède ». Le malade livré à lui-même y échoue. L'auteur écarte l'hypnose et la suggestion, inefficaces, parfois nocives. La per-

suasion même réussit d'autant moins que la maladie est plus avancée. Un directeur spirituel aura plus d'influence qu'un médecin. « Le médecin manque d'autorité pour faire mépriser les doutes qui angoissent la conscience. Il ne pourrait y réussir qu'en attaquant le souci moral qui les amorce, et il ne le faut pas. » C'est surtout là que la médecine humaine doit devenir un des offices du sacerdoce. Ce n'est pas à dire que la cure physiologique n'est pas à tenter. « Les traitements sont innombrables, a dit M. P. Janet; mais leur nombre ne prouve pas leur valeur. » En tout cas, une ferme direction spirituelle reste indispensable. Elle exigera et obtiendra l'obéissance. « *L'idée obsédante* naît de l'impuissance du malade à concentrer son moi, à s'adapter à la situation présente, à « clore le débat », à se décider, à croire, à « choisir pour agir », au moins sur les questions qui lui tiennent le plus au cœur : il faut lui aider à faire au fur et à mesure la synthèse de son moi. *L'obsession* a sa racine permanente dans une insuffisance de tension vitale ou une exagération de besoin : il faut diminuer les besoins et remonter la tension; en d'autres termes, faire la mise au point de sa vie, sa rééducation psychologique. Il faut donc, dans tous les cas, la collaboration du malade et du guérisseur. »

La forme morale de l'obsession, le scrupule, provient presque toujours du mysticisme théologique. L'Église s'en est préoccupée. *Prius est esse*. « En nous donnant ses commandements, dit le P. Faber, Dieu n'a jamais eu l'intention de rendre fou qui que ce soit. » Et le pieux auteur rappelle aux dévots cette vérité ascétique : « Il n'y a rien dans le scrupule qui soit digne de respect. Il n'a aucune valeur intellectuelle. Il ne mérite aucune estime morale... C'est tout simplement un sentiment vicieux et pervers. » Remarquons que ce sont les essayistes laïcs, les littérateurs fantaisistes, les orateurs, les schismatiques qui nous donnent le scrupule, plus ou moins mystique, comme la plus haute et la plus pure manifestation de la foi.

Renforçant l'expérience du savant par l'observation sympathique du directeur d'âmes, M. Antonin Eymieu indique les meilleurs moyens d'abaisser et de simplifier les princi-

pales difficultés que rencontre un tel traitement, de relever la tension vitale, d'économiser l'énergie nerveuse, d'augmenter le capital.

Il conclut : « Rien n'est plus tonifiant, rien ne coalise mieux toutes les forces, rien ne fait la vie plus concentrée, plus riche, plus épanouie, plus vigoureuse, qu'une grande passion, celle que nous avons appelée, faute d'un meilleur terme, l'idéal. » Et il faut entendre par là, non de vagues aspirations, mais un idéal religieux, qui met l'homme d'accord avec lui-même et avec le monde, qui relie le sujet à l'objet.

La première série de cet « essai de psychologie pratique » en est à sa 14^e édition. Le même succès de bon aloi attend celle-ci. L'auteur annonce quatre autres séries du *Gouvernement de soi-même* : les deux premières traiteront de l'*Émotion* et du *Plaisir et de la Douleur*.

G. DEHERME.

Nous avons reçu :

Enquête internationale sur le vers libre et manifeste du Futurisme, par F. T. MARINETTI, 3 fr. 50 (éditions de *Poesia*, 2, rue Senato, Milan). — Tous les journaux ont parlé du Futurisme et même de l'Excessivisme. C'est de la matière pour eux. Nous ne la leur disputerons pas. Quant au vers libre — je veux bien. C'est la poésie mise à la portée de tous. Le génie n'est-il pas un des « droits de l'homme » ? Or, tous les poètes ont du génie. Quand tous les électeurs seront poètes, tout le monde aura du génie. Nous en approchons. Dès maintenant, il doit bien y avoir déjà, en France seulement, trois ou quatre cent mille poètes des trois sexes. Espérons.

Le Directeur-Gérant : G. DEHERME.

Bernard GRASSET, Éditeur

7, rue Corneille, 7. — PARIS

COLLECTION

“ LES ÉTUDES CONTEMPORAINES ”

Sous ce titre, la *Librairie Bernard Grasset* commence la publication d'une série d'études sur les milieux littéraires, politiques et sociaux de ce temps. Ces études, confiées à des spécialistes qui apporteront à leur tâche, avec toute la documentation désirable, le plus grand souci d'impartialité, ont pour objet de fixer dès maintenant et le plus exactement possible la physionomie de notre époque. Chaque étude forme un élégant volume de 200 à 250 pages et se vend séparément 2 fr.

Vient de paraître dans la collection Les Études Contemporaines :

Le CULTE de l'INCOMPÉTENCE

Par **Émile FAGUET**, de l'Académie Française

Un volume in-16, 240 pages. 2 fr.

Pour paraître prochainement dans la même collection :

La Sorbonne Contemporaine

Par **Pierre LEGAY**

Viennent de paraître :

L'AUTOMNE D'UN PRINCE

Correspondance inédite du duc d'Orléans et de la Marquise de Montesson

Publiée avec une introduction et des notes par Jean HARMAND. Un volume in-16 orné d'un portrait de la Marquise de Montesson. Prix. 2 fr.

Henri CHANTAVOINE

EN PROVINCE

Lettres au directeur du « Journal des Débats »

Un vol. in-16. (Préface de M. Paul Deschanel, de l'Académie française).

Prix. 3 fr. 50

V. DE PALLARÈS

LE CRÉPUSCULE D'UNE IDOLE

Nietzsche, Nietzscheïsme, Nietzscheïens

Un volume in-16. 3 fr. 50

LA CRISE SOCIALE

Par GEORGES DEHERME

Un volume in-16 de 375 pages. Prix. 3 fr. 50

BLOUD et C^{ie}, Éditeurs, 7, rue Saint-Sulpice, Paris

AUGUSTE COMTE ET SON ŒUVRE

LE POSITIVISME

Par GEORGES DEHERME

Un vol. in-16 de 128 pages, avec deux portraits hors texte,

Prix : 2 fr. 50

(GIARD et BRIÈRE, Éditeurs, 16, rue Soufflot. — PARIS)

L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Action politique. Action économique. Action sociale

Par GEORGES DEHERME

*Ouvrage couronné par l'Académie française
et par la Société antiesclavagiste de France*

Un volume in-8 de 528 pages. Prix : 6 fr. (*franco : 6 fr. 60*)

BLOUD et C^{ie}, Éditeurs, 7, place Saint-Sulpice, PARIS

La Démocratie vivante

Par GEORGES DEHERME

Un volume in-8° de 402 pages. Prix : 4 fr. 50 (*franco : 5 fr.*)

BERNARD GRASSET, Éditeur, 7, rue Cornaille, PARIS
